Histoire abregee du poste SR de MARSEILLE et de son annexe NICE (1)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Nous avons le plaisir de publier à partir de ce numéro l'histoire d'un de nos Postes S.R. que notre prestigieux camarade, le Colonel GALLIZIA, Délégué Départemental de l'A.A.S.S.D.N. pour les Alpes-Maritimes nous a livrée apportant sa contribution à la restitution de notre « Sacrée Vérité ». Nous l'en remercions au nom de tous.

I. — DE LA FONDATION A L'ANSCHLUSS

Mon récit commence en avril 1938, lorsque j'arrive au poste S.R. de MARSEILLE, jeune capitaine venant d'un régiment d'infanterie alpine. C'est le moment où « avec l'Anschluss débute le drame ». Le poste achevait une restauration qu'avaient nécessitée deux années de léthargie. Il avait été créé en 1929 afin de coordonner l'activité des deux postes existant alors dans le Sud-Est, à NICE et à CHAMBERY, qui dépendaient directement du Service Central et dont la mission principale était le renseignement sur l'Armée italienne. Ceux-ci devinrent donc des annexes du poste de MARSEILLE. Or, « depuis le début de 1933, nous étions en relations suivies avec l'Italie, d'abord dans le cadre du Pacte à Quatre, puis, après l'échec définitif de cette conception, en vue d'une entente anglo-franco-italienne ». Fin juin 1935, le Général GAMELIN et le Maréchal BADOGLIO signèrent à ROME une convention militaire relative à la collaboration des forces de leurs pays dans le cas d'une action de l'Allemagne contre l'Autriche. Des raisons politiques déterminèrent ainsi l'État-major de l'Armée à mettre en veilleuse le poste de MARSEILLE, et quand son fondateur, le chef de bataillon BARBARO, qui l'avait quitté en juin 1934 pour effectuer un temps de commandement, y revint, en juin 1936, il n'y trouva presque plus de personnel et plus du tout d'agents. L'annexe de CHAMBERY avait disparu et celle de NICE, cessé de fonctionner. Cependant, en mars 1936, mois de la réoccupation de la Rhénanie par les troupes allemandes, « il ne restait rien, soit de la politique du Pacte à Quatre, soit de celle de STRESA », L'Italie, « engagée à fond dans l'affaire d'Éthiopie, condamnée et sanctionnée par la Société des Nations, se rapprochait chaque jour davantage de l'Allemagne. Quelques mois avaient suffi pour ruiner l'unité d'action des Alliés.., et pour réduire à néant les accords militaires franco-italiens conclus au cours de l'année 1935 » Il fallut encore d'autres mois pour que l'E.M.A. rendit la main au poste de MARSEILLE, mais grâce à la compétence et à l'énergie de son chef, le poste repartit très vite, et au bout de deux ans de travail acharné, il était parvenu à accomplir totalement sa mission.

II. DE L'ANSCHLUSS A LA GUERRE

Le poste de MARSEILLE s'appelait la Section d'Études Régionales. On disait d'ordinaire la S.E.R. Il était installé dans de vastes locaux à l'étage supérieur d'un des bâtiments de la caserne Audéoud, près de l'anse des Catalans. En ce mois d'avril 1938 où je viens d'y être affecté pour remplacer le Capitaine Henri GISCARD -d'ESTAING qui prend le Commandement

du Bureau des Liaisons, nom de l'annexe de NICE, il se présente comme suit : A MARSEILLE, Chef de poste Commandant BARBARO — Renseignement Armée de terre Capitaine GALLIZIA (à qui sera adjoint en août le Lieutenant MARTIN) — Renseignement M.G. (matériel de guerre) : Capitaine AUDIERNE — Renseignement Air Capitaine REVERDY — Renseignement Allemagne: Capitaine GUIRAUD — Contre-Espionnage : Lieutenant BOURDEL Annexe de NICE : Capitaine GISCARD d'ESTAING, adjudant-chef CAMBOURS. Annexe de THONON Capitaine GOBIS. Le Colonel BARBARO a été l'une des plus brillantes figures du S.R. français. Saint-Cyrien de la promotion 1913-1914, breveté d'état-major, c'était d'abord un tacticien dont les leçons sur le terrain restèrent inoubliables dans la garnison où il commanda un bataillon, juste avant que j'en commande une compagnie. Très grand, mince avec un visage fin, il imposait à tous par son intelligence, sa distinction, son autorité naturelle la flamme intérieure qui l'habitait, la fermeté de son caractère et son désintéressement absolu. A la S.E.R. de 1938, les novices que nous étions à peu près tous aimaient et respectaient ce patron prestigieux, aussi juste et bienveillant qu'exigeant, qui à ses dons intellectuels et à sa longue expérience joignait un remarquable talent d'organisateur et cette espèce de génie intuitif de l'anthropologue reconstituant à partir de quelques os, fossiles, le squelette d'un préhominien. Mais à vrai dire, nous disposions de beaucoup plus, et les résultats furent moins incertains, GISCARD me laissait un ordre de bataille si complet et si exact que pendant plusieurs semaines, je n'eus rien à y inscrire que les mutations des commandants d'unités. J'avais l'impression d'appartenir à la direction du personnel de l'armée italienne. C'était d'ailleurs une plaisanterie courante au Service de raconter que MUSSOLINI, lorsqu'il désirait savoir où se trouvait un de ses régiments, téléphonait au commandant BARBARO. Puis, tout fut à recommencer parce que nos voisins réorganisèrent leur armée, principalement en augmentant le nombre de leurs divisions d'infanterie — ramenées pour cela de trois régiments d'infanterie à deux — ce qui entraînait la création d'état-majors, de régiments d'artillerie, de bataillons du génie, de compagnies de transmissions, etc. et un bouleverse ment général des garnisons et de la numérotation des unités. En même temps, la défense des frontières était rénovée par l'établissement de secteurs de couverture le long de l'arc des Alpes , de VINTIMILLE à FIUME, dispositif comparable à celui de nos troupes de forteresse. Enfin, l'armée fut dotée de divisions cuirassées. La vie au poste devint fiévreuse et passionnante. Nous suivions au fur et à mesure cette immense transformation. Quelles étaient nos sources? On peut classer les sources d'un service des renseignements dans deux groupes, selon qu'elles lui sont propres ou non. Parmi celles qui ne le sont pas figuraient en premier lieu les écrits publiés, les interceptions par écoute radio et les déserteurs. Le poste recevait d'Italie une quantité considérable de journaux et de revues de toutes sortes et, d'autre part, collectionnait les annuaires les plus divers, Bien que ces publications fussent soumises à des règles de secret très strictes les emplacements des unités, par exemple, ne devaient jamais être décelables — il y avait beaucoup à y glaner. C'est affaire d'attention et de rapprochements . Deux fois par semaine, le planton déposait sur mon bureau un énorme paquet de télégrammes interceptés par les centres d'écoute spécialisés situés sur le territoire des 14° et 15° régions militaires . La moitié de ces télégrammes étaient chiffrés, et le poste les expédiait à la Centrale pour décryptement. Le reste ne présentait qu'un médiocre intérêt. Cependant, les secteurs de couverture récemment constitués transmettaient de nombreux messages en clair — faute de moyens de chiffrement peut-être — et sans précautions; ainsi furent-ils assez vite bien connus de nous. Il ne se passait guère de semaine que la gendarmerie n'avisât la S.E.R. de l'arrivée d'un déserteur italien dans quelque localité des départements- frontière, l'interrogatoire des déserteurs en temps de paix appartenant alors au S.R. Mais il ne s'agissait pas toujours de ce qu'on nous annonçait. Certains immigrants

clandestins, sachant que les autorités françaises donnaient asile aux déserteurs, se prétendaient tels, crainte d'être refoulés. L'un de nous se rendait sur place. Ce genre d'information, simple et facile, était d'un excellent rendement. Le patron, par son exemple — car il parlait peu — nous avait appris à tirer quelque chose même de ceux qui essayent de nous duper. C'est toutefois dans l'emploi des moyens propres aux services des renseignements, savoir les informateurs — agents rétribués ou H.C. (honorables correspondants) bénévoles — que consistait essentiellement la tâche du poste. Les procédés de recrutement et de manipulation des agents ont été largement décrits dans d'innombrables ouvrages. La tradition du S.R. veut qu'en la matière rien ne soit révélé de son activité passée. Je ne connais au demeurant qu'une faible partie des affaires traitées par la S.E.R. Ce serait fausser son bilan que de s'en tenir à celles-ci. Je me bornerai donc à quelques observations — Les grands agents sont rares. La plupart ont fait des offres de service ou sont amenés par le hasard. Il faut, pour les découvrir, une organisation développée et de la patience. Le poste de MARSEILLE, très amoindri par son endormissement forcé en 1935, n' eut que trois ans pour combler son handicap. Il n'est pourtant pas douteux qu'il réussit à se procurer dans ce court laps de temps des documents et des renseignements fort importants. — L'urgence et les grosses modifications apportées à l'ordre de bataille de l'armée de terre en 1938 conduisirent le poste à utiliser une multitude d'informateurs occasionnels et de petits agents chargés de reconnaissances, dans le nord de la péninsule surtout. Guettés par un service de contre-espionnage puissant et habile, ces derniers ne revenaient pas tous, mais le résultat cherché fut, dans l'ensemble, obtenu.

— Le poste ne négligea pas les possibilités des H.C., français ou étrangers amis de la France, mais, comme il se doit, il n'en usa qu'avec modération. On a parfois moqué cette catégorie d'informateurs, bien à tort. Certains d'entre eux sont à même de recueillir au-delà des frontières, dans les milieux qu'ils fréquentent ou auprès des personnalités qu'ils connaissent, des renseignement militaires, économiques et politiques de valeur. Du printemps de 1939 à celui de 1940, des industriels, des financiers, des vedettes du monde artistique et littéraire, des princes — princes prétendants et princes de l'Église — avertiront le S.R. que l'Italie se préparait à la guerre contre la France et que personne n'empêcherait le Duce de la déclarer si notre situation militaire devenait défavorable. Dès 1938, le Commandant BARBARO ne nourrissait à ce sujet aucune illusion. Il commençait à jouer les Cassandre. L'annonce de l'envoi, cette année-là, d'une division française sur la frontière italienne avait fait rire à PARIS. L'annexe de CHAMBERY fut néanmoins réédifiée dans le courant de l'hiver 1938-1939, et c'est au capitaine LE TROTER, un ancien de la section Midi , qu'on en remit le soin. 20 septembre 1938 — La crise des Sudètes déclencha la première phase du plan de mobilisation de la S.E.R. Le poste se transporta à ANNEMASSE, et je fus détaché au consulat de France à LUGANO. Mais la signature des accords de MUNICH nous ramena tous à MARSEILLE. 15 mars 1939 — Les Allemands envahissent la Tchécoslovaquie. Le 7 avril, leur partenaire s'empare de l'Albanie. La guerre approchait. D'avril à juillet, le jeu des temps de commandement obligatoires dans chaque grade provoqua toute une série de changements au poste. LE TROTER, rappelé à la Centrale pour diriger la section Midi, cédait son annexe à un jeune officier que j'avais connu à MODANE et signalé, le Lieutenant PIGEOT, un alpin donc, comme nous l'étions presque tous. GOBIS était muté au 81° R.I.A., à BEZIERS (mon ancien régiment, celui aussi du commandant BARBARO et de MARTIN). L'annexe de Haute-Savoie fut alors déplacée de THONON à ANNEMASSE, fief historique du Service, et j'en reçus le commandement. Le Lieutenant PERIER, nouvellement affecté à la S.E.R., seconderait MARTIN au Renseignement Terre. Enfin, le Capitaine MANARANCHE, qui avait été l'officier M.G. du

poste avant d'aller en 1936 commander le fort de TOURNOUX, en Ubaye, réoccupa la place qu'avait tenue, durant son absence, le Capitaine AUDIERNE.

Officier d'artillerie de vive intelligence et parfaitement organisé, MANARANCHE avait constitué dans son domaine — armement et production de matériel de guerre — une riche documentation, comme le faisait dans le sien — aviation — REVERDY qui, nanti d'un filon de premier ordre, submergeait de plans et de croquis notre atelier photographique. Nous étions prêts. MUSSOLINI, de nouveau, pouvait téléphoner. Pour les dix régiments d'alpini, le patron était même en mesure de lui indiquer l'emplacement des compagnies.

III. — DE L'ENTRÉE EN GUERRE A L'ARMISTICE

A la mobilisation, la S.E.R. recevait un gros renfort de réservistes : une trentaine d'officiers, plus des sous-officiers et des hommes de troupe, comptables, secrétaires, chauffeurs, plantons. Les annexes s'étoffaient; celle de NICE, pièce principale du poste, un peu plus que les autres, mais la mienne, avec ses neuf officiers, dont un aviateur et un marin, ses trois sous-officiers et ses trois chauffeurs, sans parler des secrétaires et des plantons, faisait aussi bonne figure. Je l'installai à la gendarmerie. L'enseigne relevait du S.R. Marine et n'était que notre hôte, mais il travaillait en liaison étroite avec nous, et chacun y trouva son compte. Deux annexes venaient au jour, à GENÈVE et à LUGANO, sous la forme d'officiers de réserve détachés comme fonctionnaires dans les consulats de France. Elles se reliaient à MARSEILLE, directement en principe, pratiquement par le canal de l'annexe d'ANNEMASSE où elles quêtaient sans cesse des conseils, de la documentation, des concours, et je devins pour ces avant- gardes une sorte de tuteur . Les moyens d'information de la S.E.R. s'accroissaient encore de deux éléments : les postes d'interrogatoire, qui lui appartenaient en propre (ils dépendaient des annexes) , et les contrôles postaux. Les postes d'interrogatoire, composés chacun d'au moins deux officiers de réserve, choisis et préparés en temps de paix, et petit personnel, fonctionnaient aux frontières, entre GEX et MENTON, sur les principales voies ferrées et routes internationales. Les officiers, sans la moindre pression, s'enquéraient auprès des voyageurs venant d'Italie, avec qui souvent ils faisaient un bout de chemin. Ce système, lorsque les exécutants en eurent acquis l'expérience et surent bien ce qu'ils devaient rechercher, fut une source abondante de renseignements divers, en particulier de renseignements militaires précis et précieux. Le contrôle postal intérieur ne fournissait à peu près rien qui intéressât le S.R. En revanche, les interceptions du contrôle postal international tom baient fréquemment sur des numéros de secteurs postaux, quelquefois sur des numéros ou des emplacements d'unités, des noms de généraux et de colonels, et sur d'autres indiscrétions de soldats qui écrivaient à des parents ou des amis en France. La correspondance du comte SFORZA, exilé sur les bords du lac Léman, me captivait. Cela finissait par faire beaucoup de choses. Somme toute, nous étions gâtés. Nous possédions les moyens de la guerre sans en subir encore les difficultés. Le Commandant LOMBARD, chef du poste de BELFORT, le S.C.M . , se heurtait à la plus sérieuse de ces difficultés, l'imperméabilité de la frontière franco-allemande, qui le contraignait à déborder l'ennemi par le sud. Il avait, dès la déclaration de guerre, installé une annexe à PONTARLIER. Il en créa, peu après, une autre à ANNEMASSE, malgré qu'en eût le (fraîchement nommé) Lieutenant-Colonel BARBARO. L'existence, dans cette petite ville, de deux annexes autonomes et commises au même genre de mission risquait de diminuer leur crédit auprès des pouvoirs locaux et de susciter entre elles une concurrence fâcheuse sur le terrain du recrutement des

informateurs. Cependant, parce que le Capitaine HUMM, chef de l'annexe du S.C.M., et moi, nous étions des hommes bonne volonté, parce que j'étais le plus ancien des deux, que mon annexe bénéficiait de la priorité et qu'elle disposait seule de moyens susceptibles de servir à l'un comme à l'autre (les postes d'interrogatoire, les interceptions postales, l'aviateur, le marin) et parce que, tout de même, nous chassions dans des directions opposées, la coordination nécessaire s'opéra sous mon autorité sans effort. Les deux annexes cohabitèrent quelque temps à la gendarmerie, puis, trop serrées, elles se transportèrent d'un commun accord dans une grande villa cachée au milieu d'un parc, l'Italie au rez-de-chaussée, l'Allemagne au premier étage. L'armée italienne commençait à se déployer sur la ligne des Alpes-Occidentales. Le poste de MARSEILLE, grâce à un de ces « grands agents » que j'ai évoqués, en connaissait le plan et, par d'autres voies, s'aperçut très vite de sa mise en oeuvre. Il semble qu'en haut lieu, on en ait douté ou qu'on ait préféré l'ignorer de peur d'énerver MUSSOLINI . Au mois de décembre, en effet, le patron fut l'objet de reproches pour avoir averti l'armée des Alpes que le 4ème Corps d'Armée italien, dont le commandement était à BOLZANO, faisait mouvement tout entier vers la frontière française. Le dimanche 7 avril 1940, un renseignement sensationnel passa par mes mains. Il provenait de l'envoyé spécial à BERLIN d'un grand journal américain, M. IRVING, qui commentait régulièrement l'actualité à la radio allemande et, par cette émission, au moyen d'un code, adressait des informations secrètes à son épouse, domiciliée à GENÈVE. Mme IRVING les communiquait au correspondant local du poste de BELFORT. Dans la soirée du 6 avril, IRVING transmit le message suivant : « Fortes concentrations de troupes et de navires de transport dans les ports de la Baltique (il en citait plusieurs). Invasion du Danemark et de la Norvège imminente. Mme IRVING se précipita, mais ne parvint pas à joindre son interlocuteur habituel, sans doute absent de GENÈVE, et porta le message à l'un des membres de notre annexe, qu'elle connaissait aussi. Celui-ci traversa la frontière aussitôt qu'elle fut ouverte , sept heures, je crois, et dix minutes après, il me remit le renseignement, que je montai immédiatement chez HUMM. L'agression se déclencha le surlendemain, 9 avril, à l'aube. 10 juin 1940. — L'Italie déclare la guerre à la France. Les Français habitant ou voyageant en Italie rentrent hâtivement dans la mère patrie. Les derniers convois passèrent par la Suisse. Nos postes d'interrogatoire firent une belle moisson auprès de ces fugitifs qui, indignés du « coup de poignard dans le dos » ne demandaient pas mieux que de servir toute de suite leur pays de la façon qu'on leur proposait. Je me souviens d'un de nos compatriotes, ingénieur dans une usine de constructions aéronautiques en Lombardie, qui accepta de se détourner de sa route et de s'arrêter à ANNEMASSE pour un entretien avec l'officier aviateur de l'annexe. Il lui donna des informations d'un grand intérêt et un échantillon d'un métal spécial employé par son usine. Il n'avait jamais eu de contact avec le S.R. Je prenais des notes, ouvris un fichier. Je pensais que cela pourrait être utile un jour, après la guerre… En face de notre armée des Alpes ont été massées trois armées italiennes réunissant trente divisions dont les effectifs théoriques et des dotations en matériels sont très incomplètement réalisés, à raison des pertes subies au cours des campagnes précédentes . Il m'est impossible de confronter avec ces armées, telles qu'elles se présentent sur le théâtre des opérations, l'image qu'à son QG. peut en avoir le Général OLRY. C'est d'ailleurs une question qui sort du cadre de cette histoire, car si important que fut le rôle de la S.E.R., elle n'était pas, dans le domaine italien, le seul instrument de recherches. Mais je dois attester qu'en juillet et août 1940, j'ai recueilli, de la bouche d'officiers des deuxièmes bureaux de l'armée des Alpes et d'officiers de liaison avec l'armée italienne, de nombreuses preuves de l'exactitude et de l'étendue des renseignements produits par le poste. Un officier de réserve de mon annexe qui, affecté à la Direction de la Commission d'Armistice à AVIGNON, parcourut la ligne d'armistice,

en fut stupéfié. Pour le Lieutenant-Colonel BARBARO en juin 1940, ainsi qu'aux yeux du Commandant LOMBARD en septembre 1939, les armées en présence fermaient hermétiquement la frontière. L'annexe de NICE perdait la quasi-totalité de ses facultés. GISCARD et deux de ses officiers furent envoyés en mission en Espagne. ANNEMASSE deviendrait la première base de pénétration de la S.E.R., peut-être même le siège de son état-major, comme en septembre 1938. Était-ce dans cette éventualité que le patron m'avait pressenti sur une affectation à BUDAPEST ? En tout cas, il consolida sa position en Suisse par la constitution d'une troisième annexe à LAUSANNE. Mais Dieu dispose. Le repli de la Centrale a commencé le 11 juin. Les annexes de la S.E.R. reçurent l'ordre de préparer le leur. De MARSEILLE, on m'avisa que le poste serait dirigé sur PORT-VENDRES et embarqué pour l'Afrique du Nord. Le Commandant LOMBARD arriva à ANNEMASSE le 15 ou le 16. L'idée de continuer la guerre dans l'empire nous paraissait à tous naturelle et quand, le 17, à la radio, le Maréchal PÉTAIN annonça qu'il fallait « cesser le combat », je fis part de nos sentiments au chef du S.C.M. qui en rendit compte aussitôt par téléphone au Colonel RIVET. Puis ce fut le départ général pour des destinations différentes. La S.E.R. devait se rassembler à CAISSARGUES, à 4 kilomètres au sud de NIMES. MARSEILLE me prescrivit de brûler mes archives, sauf quelques documents essentiels qui tenaient dans une serviette. Je réquisitionnai un petit camion de déménagement afin d'emporter le matériel, car je ne voulais rien laisser aux Allemands. L'annexe se replia par échelons successifs. Conformément à mes consignes, je restai à ANNEMASSE le dernier, avec un chauffeur, me renseignant auprès des brigades de gendarmerie sur l'avance de l'ennemi, et lorsque ses éclaireurs passèrent à PONT-D'AIN, le 20 ou le 21, je pris la route du Midi.

IV. — DE L'ARMISTICE A L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD

La S.E.R. demeura à CAISSARGUES une dizaine de jours durant lesquels les réservistes furent démobilisés. Le désastre avait été si soudain que nous, les cadres du poste, grandis, instruits ou mûris dans un air de victoire et de supériorité militaire, nous qui n'avions pas été battus, nous ne pouvions le croire irrémédiable. Bien que nous n'eussions pas entendu ni lu l'appel du Général de GAULLE, nous pensions et nous disions que la guerre n'était pas finie.

Le Lieutenant-Colonel BARBARO allégea et remania son dispositif. L'annexe d'ANNEMASSE disparaissait. GISCARD, brûlé à NICE, était affecté à la Centrale, à VICHY, comme adjoint du Commandant LE TROTER, toujours chef de la section Midi, et je lui succédais sur la Côte, mais provisoirement à SAINT-RAPHAEL, pour une raison de sécurité . GUIRAUD passait au service de contre-espionnage camouflé en Entreprise de Travaux Ruraux. PIGEOT allait à LAUSANNE, sous l'autorité de l'attaché militaire adjoint à BERNE, et PERIER le remplaçait à CHAMBERY. BOURDEL rejoignait son arme. Enfin, REVERDY se séparait de nous, le service de recherches Air devenant indépendant. Le poste, appelé désormais P.5, se composait donc en juillet 1940 des éléments suivants — à MARSEILLE Lieutenant-Colonel BARBARO, Capitaine MANARANCHE, Capitaine MARTIN, deux secrétaires, un radio, un chauffeur.; — à NICE Capitaine GALLIZIA, Adjudant-Chef CAMBOURS; — à CHAMBERY Lieutenant PERlER. Notre mission ne changeait pas. Elle ne changeait jamais. Le S.R. continuait, impassible, si les coeurs étaient blessés. Les modalités de notre action seraient différentes, certes, mais nous la poursuivions sans nulle impression de rupture, et les mots successifs dont on l'affublerait plus tard n'auraient pour nous aucun sens. Le poste abandonna ses casernes, et son état-major se transféra dans un petit appartement, rue de Rome, près de la place Castellane. Les divers

matériels furent entreposées dans un local du quartier des Catalans et les archives enterrées, partie à MARSEILLE, dans la propriété du Capitaine MANARANCHE, partie à OPPEDE , dans celle du Capitaine BOIRON, un officier de réserve d'aviation qui avait été mobilisé à la S.E.R. et qui maintenant servait au S.R. AIR. Tous ces dépôts seront récupérés à la Libération et réemployés à la tâche séculaire. A SAINT-RAPHAËL, je louai une petite villa sur la colline, et mon adjoint se logea à l'hôtel. L'Adjudant-Chef CAMBOURS était un ancien du poste de NICE où il se trouvait déjà comme sous-officier secrétaire du temps que le Capitaine BARBARO le commandait. Ainsi de l'annexe qu'on me confiait et des milieux dans lesquels elle avait prospéré connaissait-il à peu près tous les personnages, les arcanes et les détours. Nous visitions notre domaine. CAMBOURS me présenta les H.C. qui conservaient des possibilités, les officiers de réserve qui avaient été mobilisés au Bureau des Liaisons, soit à NICE, soit dans les postes d'interrogatoire, et quelques fonctionnaires dont mon prédécesseur avait apprécié la serviabilité. Je pris contact avec les autorités militaires, administratives et autres des Alpes-Maritimes, celles de la police en particulier, de qui ma besogne requérait le concours. Sur place, un commissaire spécial retraité nous mit en rapport avec son ami MOREAU, secrétaire de la mairie de SAINT-RAPHAËL, qui sera jusqu'à la Libération notre seul élément dans la région et y accomplira un travail étonnant. Quant aux agents, le bruit courait que les Allemands avaient saisi le fichier du S.R. dans le fameux train de LA CHARITE-sur-LOIRE. Le chef de poste décida d'éliminer totalement les anciens informateurs et, avec eux, les divers auxiliaires : boîtes aux lettres, passeurs, hôteliers, etc. Les communications de l'annexe avec ses agents d'Italie étaient du reste interrompues depuis le 10 juin, à une exception près.

CAMBOURS me persuada que la mesure ne pouvait pas concerner cet agent, Nino, un contrebandier fraîchement recruté. Effectivement, pendant les quatre années qui vont suivre, Nino, chaque mois, passera la frontière clandestinement, je le rencontrerai dans le même hôtel de NICE, à une date et une heure convenues entre nous le mois précédent, et jamais, ni moi, ni lui, ni l'hôte, n'en subirons le moindre désagrément. Ce n'était, bien entendu, pas du tabac que Nino m'apportait. Nous reparlerons de lui. CAMBOURS me présenta également Lisa. Née Italienne, Française par son mariage avec un concierge de palace, elle gérait un restaurant minuscule à NICE, dans le quartier des Musiciens. Recrutée par GISCARD en septembre 1939, elle avait effectué, avec de bons résultats, deux ou trois petits voyages de reconnaissance de l'autre côté de la frontière. Elle brûlait d'envie de reprendre du service, bien qu'elle n'eût aucun souci d'argent. Je m'efforçai de lui faire comprendre, sans en donner la raison exacte, que je ne pouvais pas l'employer pour l'instant, mais que nous garderions le contact avec elle. Elle en fut déçue, me sembla-t-il. Il y avait eu dans ces Alpes méditerranéennes une telle pénétration réciproque des populations des deux pays, il existait tant de commerce entre leurs frontaliers que les nouvelles, voire les gens, s'infiltraient aisément à travers la ligne de démarcation et la frontière. Les militaires italiens qui s'y tenaient fermaient souvent les yeux, parfois servaient de véhicules, bavardaient volontiers et n'étaient pas toujours incorruptibles. Assez vite, grâce à mes récentes relations, je me pourvus d'antennes à SAINT-ETIENNE-DE-TINEE, SAINT MARTIN-VESUBIE, BREIL et MENTON-OUEST, je leur donnai carte blanche, et ce fut ma deuxième source. J'en découvris une troisième à la délégation française auprès de la commission d'Armistice de NICE. La délégation comprenait deux divisions affaires militaires et affaires civiles. La division des affaires civiles était dirigée par le Commandant CURET, un ancien du S.R. il avait servi au poste de MARSEILLE, puis à la Centrale comme chef de la section Midi. A ce titre, il était en 1937 intervenu dans mon affectation à la S.E.R. Il me fit un bon accueil et consentit à m'aider. « Une source particulièrement fructueuse fut l'utilisation

des commissions d'armistice », écrit Pierre NORD, citant un rapport allemand . La chose est sûre. En contact direct avec les organismes officiels, français d'une part (Préfecture, municipalités, gendarmerie, police, administrations, etc.), italiens de l'autre (Commission d'Armistice, Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement substituée au Consulat Général), appelés fréquemment à se rendre dans la mince portion de territoire occupé, les officiers de la délégation française récoltaient de nombreux renseignements qui nous regardaient.

Le Commandant CURET, technicien chevronné qui avait l'armée italienne dans la tête, n'en laissait échapper aucun. Nous aurions payé à des agents certains d'entre eux. Par exemple, un haut fonctionnaire italien qui arrivait de SERAJEVO lui fit une description minutieuse de la situation en Croatie et en Bosnie-Herzégovine — anarchie, insécurité — et lui apprit que la division alpine TAURINENSE (une de nos vieilles connaissances) avait quitté le cercle de SERAJEVO pour aller participer à des opérations de maintien de l'ordre en Dalmatie. Le Commandant CURET était secondé, aussi bien dans ses relations avec moi qu'avec la division des affaires civiles, par un de mes jeunes de Saint-Cyr, le Capitaine BURG. Au début de 1941, le Lieutenant-Colonel BARBARO reçut une nouvelle affectation , et le Chef d'escadron MANARANCHE, alors âgé de quarante- trois ans, prit le commandement du poste. J'ai déjà dit sa prompte intelligence et son esprit méthodique. En vérité, pareillement énergique et sensible, c'était, sous son aspect massif, un homme complet, doué pour tout, sportif, artiste, adroit, aimant la vie, la nature et les livres, simple, bon, spirituel et gai. Provençal ouvert et passionné de politique, d'une verve rare, quelquefois brutale, qui lui valut des inimitiés, mais sincère, loyal et sans rancune, il se montrait dans le service calme et mesuré. La force qui éclatait en lui, son bon sens, son imagination, son intuition, sa puissance de travail faisaient merveille au S.R. Il conduisit P.5 de main de maître. Le Lieutenant-Colonel BARBARO fut remplacé numériquement au poste par GOBIS qui revenait de BELGRADE. Dans le courant du mois de mars, le Commandant MANARANCHE ramena mon annexe à NICE où il me mit en rapport avec son cousin, Pierre LE BAS, agent d'une grande marque d'automobiles. Marin, aviateur, pilote de course, homme d'action intrépide, homme d'affaires avisé, LE BAS sera pour moi sans relâche un précieux collaborateur et un très cher ami. Je pouvais désormais développer mon réseau. Des fonctionnaires et des employés de la S.N.C.F. et des Douanes, qui se rendaient quotidiennement de NICE à MENTON-EST occupé et à VINTIMILLE, doublèrent la partie que jouait l'antenne de MENTON-OUEST. Je m'abouchai avec les contrôles postaux et téléphoniques. Leur chef régional était à MARSEILLE Pierre DESCAVES, fils de l'académicien Goncourt. Étincelant d'esprit, conteur pittoresque et savoureux, il s'était lié avec notre nouveau patron. Ils vinrent plusieurs fois à NICE ensemble. Nous déjeunions à la campagne, eux, moi, CAMBOURS et l'équipe des contrôles. Là naquit une sorte de camaraderie qui portera des fruits un jour. Je dînais presque chaque semaine avec le Commandant PETETIN, chef d'état-major de la subdivision. Le Lieutenant LOESCHER et l'enseigne de vaisseau PALIS, mes collègues des S.R. AIR et MARINE, se joignaient à nous de temps en temps. Je les voyais régulièrement. Nous échangions des renseignements et nous essayions de coordonner nos activités. Président de la Légion des Combattants des Alpes-Maritimes, DARNAND tenait à NICE le haut du pavé. Il avait été, avant la guerre, avec deux ou trois de ses amis politiques, agent du Bureau des Liaisons. L'occasion me fut donnée de le rencontrer plusieurs fois dans des cafés que fréquentaient les militants d'extrême droite. J'espérais découvrir dans ce milieu quelqu'un d'utile. Mais après l'ouverture des hostilités en Russie, le beau soldat des deux guerres afficha une telle assurance de l'invincibilité allemande que, pressentant son évolution, j'estimai prudent de l'éviter. Je ne lui avais rien demandé. Il partit pour VICHY, et je renouai

avec certains de ses compagnons qui commençaient à se poser des questions. L'un d'eux me présenta M. SINIBALDI, directeur de jeu au casino de MONTE-CARLO. Celui-ci, jusqu'à la Libération, me documenta abondamment sur sa clientèle, une faune dont les intrigues regardaient largement le C.E.